

FORESTS & FINANCE

Banques et investisseurs exposés aux risques de déforestation en Asie du Sud-Est, l'Afrique de l'Ouest et centrale et au Brésil

CONSULTER
LES DONNÉES

ÉVALUER
LES BANQUES

VOIR
LES IMPACTS

SUIVEZ
@FORESTS.FINANCE

Votre argent finance-t-il la destruction des forêts tropicales ou la violation des droits?

Le site forestsandfinance.org met en lumière les financements de la production de marchandises qui entraînent la déforestation et la dégradation des terres en Asie du Sud-Est, l'Afrique de l'Ouest et centrale et au Brésil.

Ce site propose:

- » une base de données consultable sur les accords conclus entre financiers et sociétés depuis 2013 ;
- » des fiches d'évaluation des politiques des banques concernant les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) de l'exploitation des forêts ;
- » des études de cas révélant le lien entre déforestation, violation des droits humains et certaines sociétés.

Explorer les Données

Interrogez notre base de données pour découvrir les liens existants entre banques, investisseurs et des sociétés productrices de marchandises exposées au risque de déforestation. Utilisez les différents filtres à votre disposition pour effectuer des recherches par type de financement, banque ou investisseur, région de provenance du crédit ou de l'investissement, société ou groupe exposé au risque de déforestation, année et secteur d'activité exposée au risque de déforestation. Vous pouvez exporter les résultats de votre recherche pour approfondir votre analyse.

Banque/Investisseur	Groupe Exposé Aux Risques Lits À La Déforestation	Secteur Exposé Aux Risques Lits À La Déforestation	Type De Financement	Année	Montant (Millions USD)
Malayan Banking	Adunghay Group	Palm oil	Corporate loan	2014	688.702
Malayan Banking	Adunghay Group	Palm oil	Revolving credit facility	2014	309.525
Malayan Banking	Adunghay Group	Palm oil	Revolving credit facility	2016	628.803
Malayan Banking	Adunghay Group	Palm oil	Revolving credit facility	2016	481.721
WABC Group	Oil Group	Pulp & paper	Corporate loan	2015	452.962
Bank Rakyat Indonesia	Sinar Mas Group	Pulp & paper	Corporate loan	2015	440.000
Malayan Banking	Adunghay Group	Palm oil	Corporate loan	2013	407.162
WABC Group	Oil Group	Pulp & paper	Corporate loan	2011	380.228
Public Bank	Adunghay Group	Palm oil	Corporate loan	2016	388.323
Charterhouse Malabar	Banana Group	Palm oil	Share issuance	2010	374.028
WABC Group	Oil Group	Pulp & paper	Corporate loan	2010	347.886
WABC Group	Oil Group	Pulp & paper	Revolving credit facility	2016	322.809
WABC Group	Oil Group	Pulp & paper	Revolving credit facility	2013	299.779
WABC Group	Oil Group	Pulp & paper	Revolving credit facility	2017	290.830
WABC Group	Oil Group	Pulp & paper	Revolving credit facility	2016	290.340
Morgan Stanley	Pineapple Group	Palm oil	Share issuance	2012	286.479
Malayan Banking	Pineapple Group	Palm oil	Share issuance	2013	286.479
JPMorgan Chase	Pineapple Group	Palm oil	Share issuance	2013	286.479

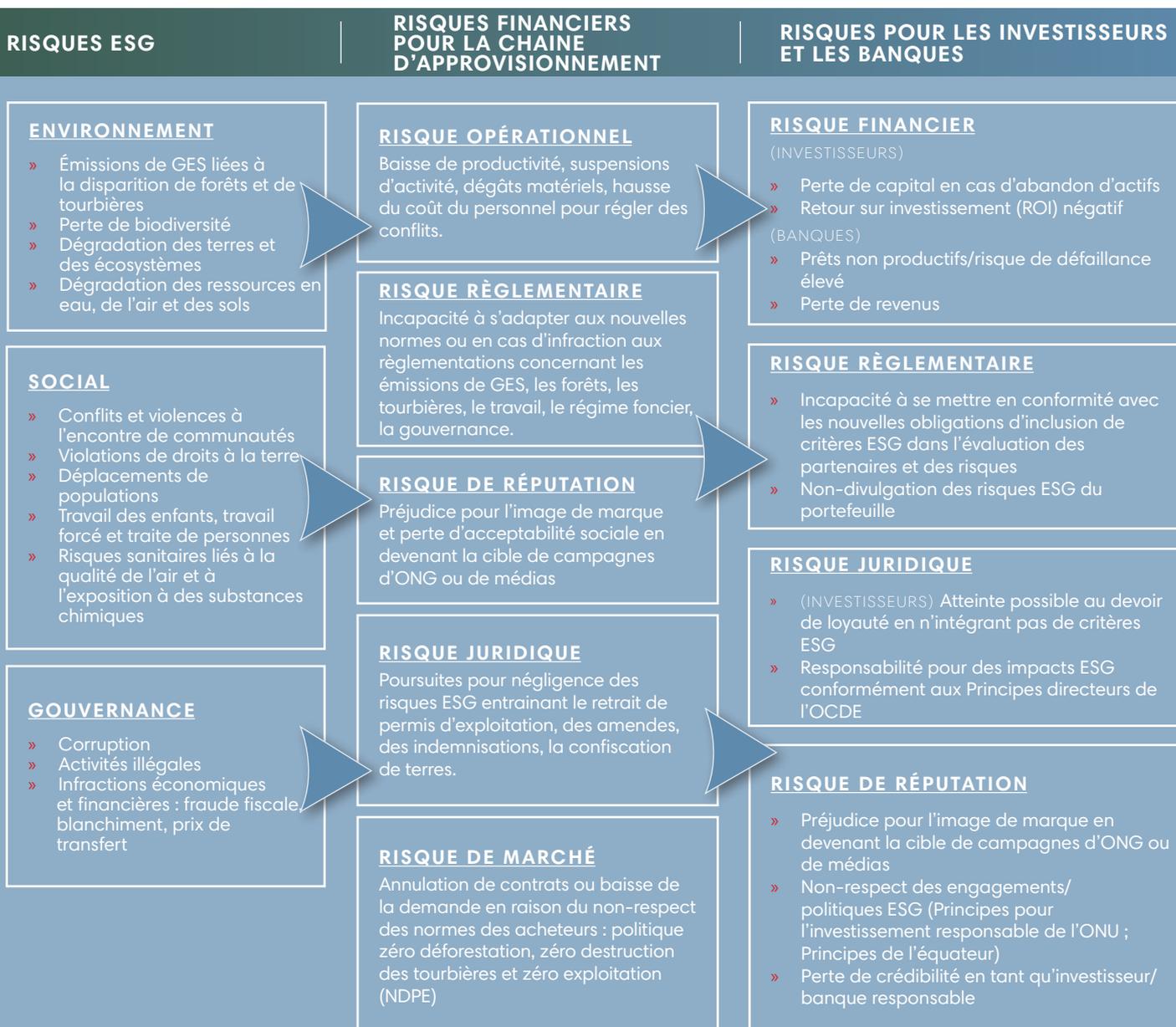
Nature des Risques ESG Pour les Secteurs Producteurs de Marchandises Exposés au Risque de Déforestation Tropicale

Pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) et préserver l'habitabilité de notre planète, la protection des forêts tropicales mondiales d'Asie du Sud-Est, d'Amazonie et d'Afrique de l'Ouest et centrale est cruciale. Mais leur destruction se poursuit à un rythme effréné. Les forêts tropicales régulent les régimes pluviométriques mondiaux ; captent et stockent le carbone présent dans l'atmosphère ; permettent à plus d'un milliard de personnes de satisfaire leurs besoins primaires en matière d'alimentation, d'eau, de logement et de médicaments ; et protègent la majeure partie de la biodiversité terrestre restante. [Des travaux de recherche montrent](#) que la fragmentation des écosystèmes forestiers contribue à la multiplication des maladies zoonotiques comme la COVID-19 ou Ebola. La protection des forêts est donc essentielle pour la santé publique mondiale.

Pourtant, au cours des 10 dernières années, la perte de couverture forestière tropicale a presque doublé. En 2019 seulement, [11,9 millions d'hectares](#) de forêts tropicales ont disparu. La principale cause de cette déforestation est le défrichement de terres pour l'agriculture, qui se produit souvent de façon illégale. En Asie du Sud-Est, l'huile de palme, la pâte à papier et le papier, et le développement de la production industrielle de bois et de caoutchouc sont les principales causes de déforestation et de dégradation des forêts. Au Brésil, l'agrandissement des pâturages pour la production de bœuf, l'industrie du bois d'œuvre, et le développement d'autres secteurs d'activité comme le soja ou la pâte à papier et le papier sont des causes majeures de déforestation et de dégradation des terres. En l'Afrique de l'Ouest et centrale, le bois d'œuvre et le caoutchouc figurent parmi les principaux secteurs d'activité responsables de la déforestation.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) estime que 11 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) proviennent de la déforestation et de la dégradation des sols, ce qui en fait l'une des premières causes des changements climatiques. En revanche, la protection de ces puits de carbone d'une importance capitale pourrait réduire les émissions de GES de près d'un tiers, ce qui en fait l'une de mesures d'atténuation des changements climatiques les plus efficaces. Les secteurs exposés au risque de déforestation sont également associés à des violations graves des droits humains, résultant souvent de conflits pour des terres avec des populations autochtones et locales ainsi que de pratiques d'exploitation des travailleurs et des travailleuses. Ces secteurs ont également des liens étroits avec des pratiques de corruption, de fraude fiscale et le crime organisé. À titre d'exemple, selon l'organisation internationale de coopération policière [INTERPOL](#), l'exploitation illégale des forêts rapporterait à elle seule jusqu'à 100 milliards de dollars chaque année, qui seraient ensuite blanchis par l'intermédiaire du système financier international.

En finançant des sociétés productrices de marchandises exposées au risque de déforestation, les banques et les investisseurs institutionnels sont non seulement à l'origine de graves conséquences environnementales et sociales, mais ils augmentent leur exposition au risque financier (voir le cadre ci-dessous).



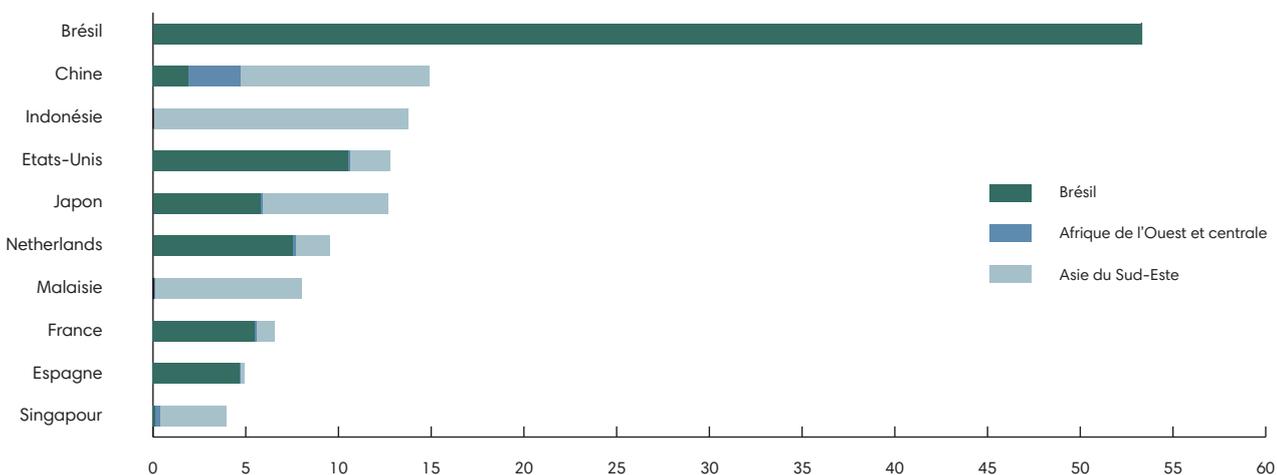
Tendances Mondiales en Matière de Financement des Secteurs Exposés au Risque de Déforestation

Cette étude constitue la toute première analyse des financements mondiaux impliqués dans la destruction des forêts tropicales des trois bassins forestiers tropicaux mondiaux. Pour cela, forestsandfinance.org a étudié les flux financiers dirigés vers plus de 300 grandes sociétés productrices de marchandises exposées au risque de déforestation dont les activités ont des conséquences sur les forêts tropicales d'Asie du Sud-Est, de l'Afrique de l'Ouest et centrale et du Brésil. S'appuyant sur une [méthodologie](#) minutieusement conçue, ces travaux de recherche ont permis d'identifier et de mesurer les crédits et les investissements raisonnablement rattachables aux secteurs de production, transformation primaire, commerce et fabrication de sociétés dont les activités contribuent potentiellement à la déforestation dans un bassin forestier tropical.

- ▶ **51.136 accords financiers identifiés**
- ▶ **153,9 milliards de dollars de crédit depuis l'Accord de Paris sur le climat**
- ▶ **37,2 milliards de dollars in 2020 (Avril)**

Entre 2016 et 2020 (avril), les sociétés exposées au risque de déforestation présentes dans un des trois bassins forestiers tropicaux ont reçu plus de 153,9 milliards de dollars de crédit, dont 95,2 milliards de dollars au Brésil, 53,5 milliards de dollars en Asie du Sud-Est, et 4,5 milliards de dollars en Afrique de l'Ouest et centrale. Les premiers créanciers sont originaires du Brésil. Beaucoup d'entre eux ont apporté des financements par l'intermédiaire du programme de financement agricole du Brésil (Crédito Rural), qui a représenté 52 % de l'ensemble des prêts du Brésil durant cette période.

FIGURE 1: Crédit total par pays financeur et bassin, entre 2013 et 2019 (milliards de dollars)



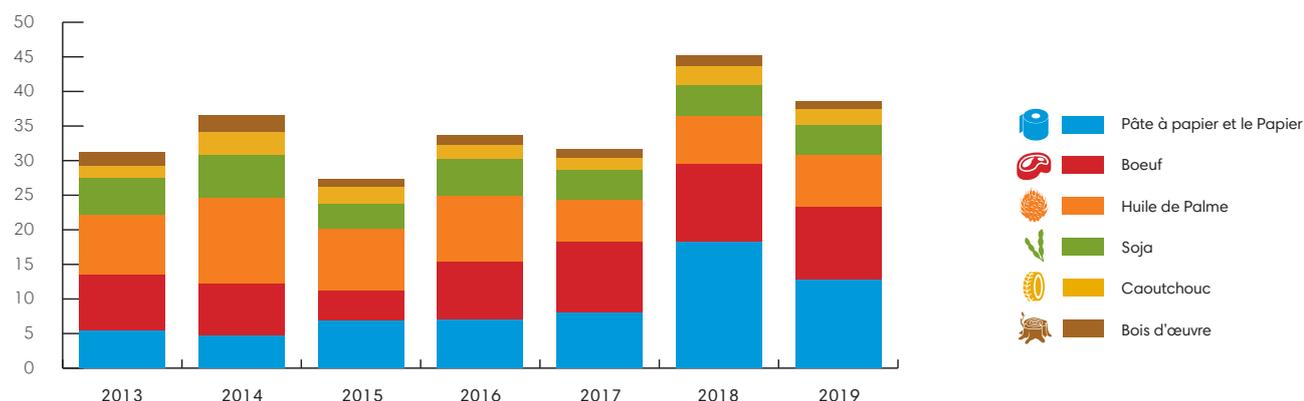
L'ensemble des crédits accordés aux secteurs exposés au risque déforestation a augmenté de 40 % depuis la signature de l'Accord de Paris en 2015.

Principal secteur bénéficiaire de crédits:



la Pâte à Papier et le Papier

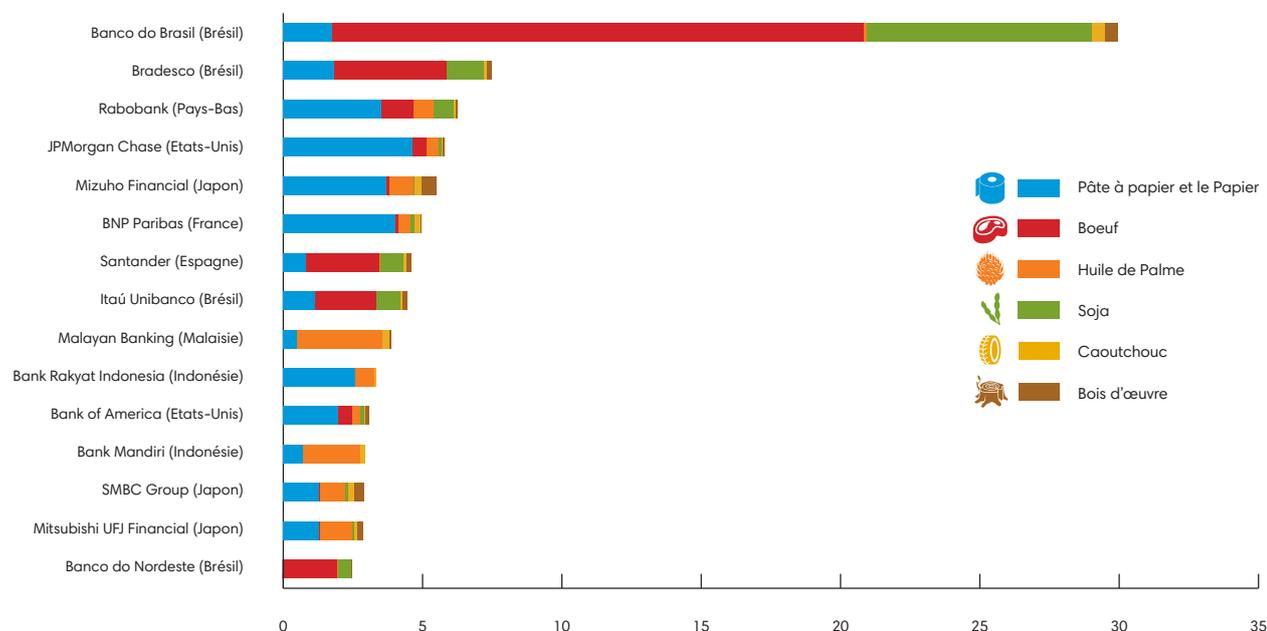
FIGURE 2: Etat des crédits par année et par secteur, entre 2013 et 2019 (milliards de dollars)



Entre 2013 et 2019, les 15 premières banques en matière de financement au niveau mondial ont représenté 59 % du financement total des secteurs d'activité exposés au risque de déforestation. Huit d'entre elles sont signataires des Principes pour une banque responsable de l'ONU. Ces principes visent à aligner les stratégies économiques des banques sur l'Accord de Paris et les Objectifs de développement durable, notamment l'ODD 15 qui a pour cible de « mettre un terme à la déforestation » et de « restaurer les forêts dégradées » d'ici à 2020.

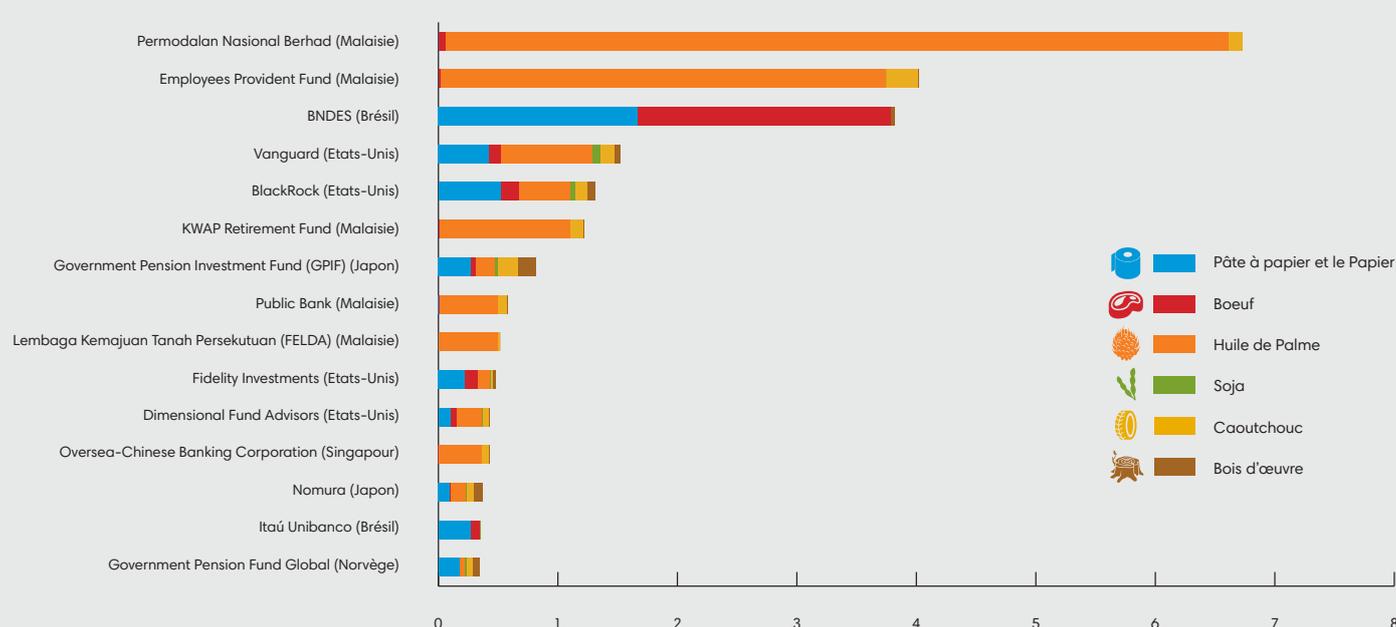
De plus, beaucoup de banques établies aux États-Unis, au Japon et en Europe, tout particulièrement JPMorgan Chase, Bank of America et MUFG, figurent parmi les principales sources de financement des énergies fossiles.

FIGURE 3: Top 15 des créanciers par secteur d'activité, entre 2016 et 2020 (avril) (milliards de dollars)



Avec 20 milliards de dollars (avril 2020), l'huile de palme est le premier secteur en matière d'investissement. À noter que plusieurs fonds publics figurent parmi les principaux investisseurs. Les investisseurs institutionnels de Malaisie arrivent en tête de ce classement avec 13 milliards de dollars investis principalement dans le secteur de l'huile de palme en Asie du Sud-Est. Parmi les 15 premiers investisseurs mondiaux, neuf ont adhéré aux Principes pour l'investissement responsable de l'ONU. En plus d'investir directement dans les sociétés productrices d'huile de palme cotées en bourse, ces fonds détiennent ensemble la majorité des parts de plusieurs banques malaisiennes, telles que Malayan Banking et CIMB, figurant parmi les premiers financeurs mondiaux de l'industrie de l'huile de palme.

FIGURE 4: Top 15 des investisseurs par secteur d'activité, en 2020 (avril) (milliards de dollars)



VUE D'ENSEMBLE PAR BASSIN: Brésil

PHOTO: Victor Moriyama / GREENPEACE

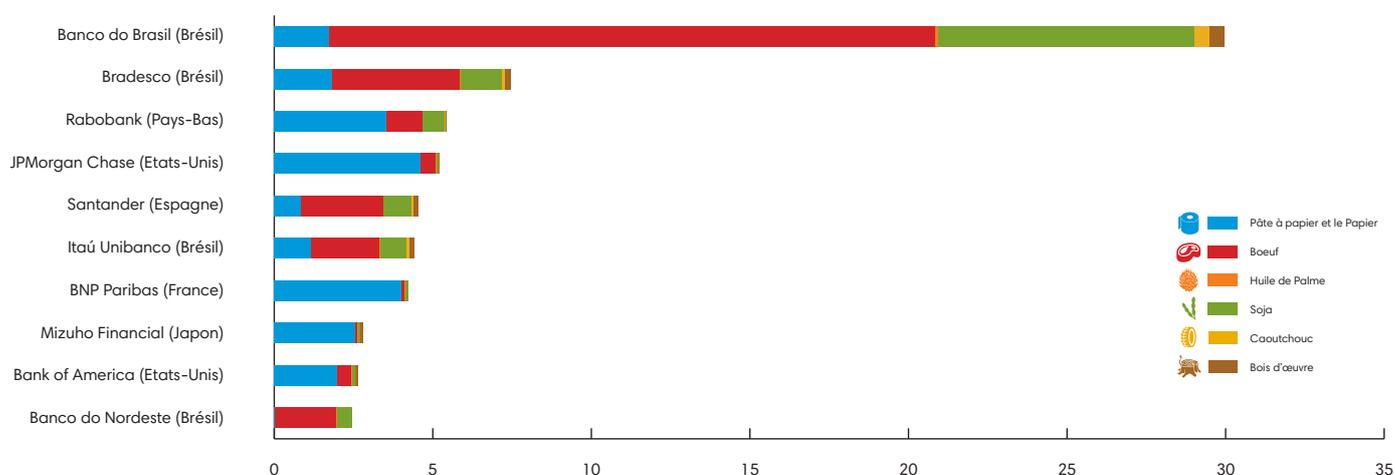
Financement des Secteurs d'activité Exposés au Risque de Déforestation au Brésil

La déforestation de l'Amazonie s'accélère. En 2019, elle a augmenté de 134 % par rapport à 2018, et les projections prévoient une nouvelle augmentation en 2020. Au cours des deux dernières décennies, l'Amazonie a perdu plus de 24 millions d'hectares de forêt primaire. La production de bois d'œuvre et l'expansion des terres agricoles, notamment pour la production de bœuf, sont les principales causes de déforestation. En 2008, une résolution a été votée pour restreindre l'accès au programme de financement agricole du gouvernement (Crédito rural) afin de garantir que cet argent ne contribue pas à la déforestation.

Selon notre base de données, au Brésil, le secteur du bœuf a attiré 43 % de l'ensemble des crédits étudiés, ce qui en fait le plus grand secteur exposé au risque de déforestation.

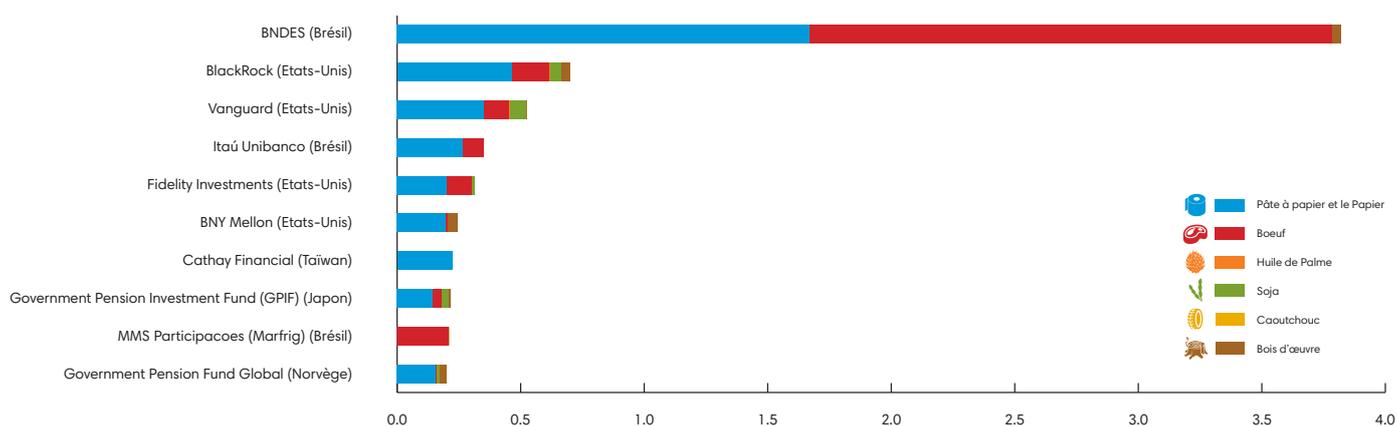
Le géant du secteur de la pâte à papier et du papier Suzano a été le premier bénéficiaire de crédit (28,6 milliards de dollars) et d'investissement (5,1 milliards de dollars), suivi par les abattoirs Marfrig (3,3 milliards de dollars de crédit) et JBS (3,6 milliards de dollars d'investissement) et le fabricant de pâte à papier et de papier Klabin (2,6 milliards de dollars de crédit et plus de 0,5 milliards de dollars d'investissement).

FIGURE 5: Top 10 des créanciers par secteur d'activité, au Brésil,, entre 2016 et 2020 (avril) (milliards de dollars)



- ▶ Le premier secteur bénéficiaire de crédit est celui du bœuf, avec **41 milliards de dollars**
- ▶ Banco do Brasil est de loin le premier créancier des sociétés exposées au risque de déforestation au Brésil (**30 milliards de dollars**), en raison de son rôle de principal opérateur du programme de financement agricole du Brésil (Crédito Rural).
- ▶ La Banque nationale brésilienne de développement économique et social (BNDES) est de loin le plus gros investisseur de sociétés exposées au risque de déforestation au Brésil (**3,8 milliards de dollars** n avril 2020). Plus de la moitié de ses investissements ont été réalisés dans le secteur du bœuf, et un peu moins de la moitié dans le secteur de la pâte à papier et du papier.
- ▶ 4 des dix premiers investisseurs de sociétés exposées au risque de déforestation au Brésil sont basés aux États-Unis.

FIGURE 6: Top 10 des investisseurs par secteur d'activité, au Brésil,, 2020 (avril) (milliards de dollars)



VUE D'ENSEMBLE PAR BASSIN: Asie du Sud-Est

PHOTO: Paul Hilton / RAN

Financement des Secteurs d'activité Exposés au Risque de Déforestation en Asie du Sud-Est

Pays d'activité des entreprises: Indonésie, Malaisie, Thaïlande, Cambodge, Laos, et Vietnam

Les forêts tropicales d'Asie du Sud-Est continuent de disparaître, tout particulièrement en Indonésie. Au cours des deux dernières décennies, l'Indonésie a perdu près de 25 millions d'hectares de couverture forestière, dont plus de 9,2 millions d'hectares de forêt primaire perdus pour toujours. En 2018 seulement, plus de 339 888 hectares de forêt primaire ont été détruits. De la même manière, plusieurs zones importantes des 22 millions d'hectares de tourbières riches en carbone d'Indonésie ont été drainées et converties. De fait, la dégradation de tourbières inflammables a aggravé les problèmes d'incendies annuels et de pollution de l'air en Indonésie. En 2019, ces incendies ont émis beaucoup plus de gaz à effet de serre que les incendies en Amazonie. Le développement des exploitations industrielles de bois à pâte et les plantations d'huile de palme sont les principales causes de déforestation et de conversion des tourbières. En effet, de vastes étendues de forêts tropicales ont été converties en plantations industrielles d'huile de palme, de pâte à papier et de papier. Malgré la mise en place en 2015 d'un plan d'action pour une finance durable de la part de l'autorité des services financiers indonésienne (OJK), les banques continuent de financer des secteurs d'activité exposés au risque de déforestation et qui présentent de nombreux risques ESG systémiques.

Entre 2016 et 2020 (avril), le géant de la pâte à papier, du papier et de l'huile de palme Sinar Mas a été le premier bénéficiaire de crédit (15,3 milliards de dollars) d'Asie du Sud-Est. Viennent ensuite le Salim Group (4 milliards de dollars) et le Royal Golden Eagle Group (3,4 milliards de dollars). Avec 7,1 milliards de dollars, Sime Darby se place comme le premier bénéficiaire d'investissements (avril 2020), suivi par le IOI Group (4,2 milliards de dollars) et le Batu Kawan Group (2,2 milliards de dollars).

FIGURE 7: Top 10 des créanciers par secteur d'activité, en Asie du Sud-Est, entre 2016 et 2020 (avril) (milliards de dollars)

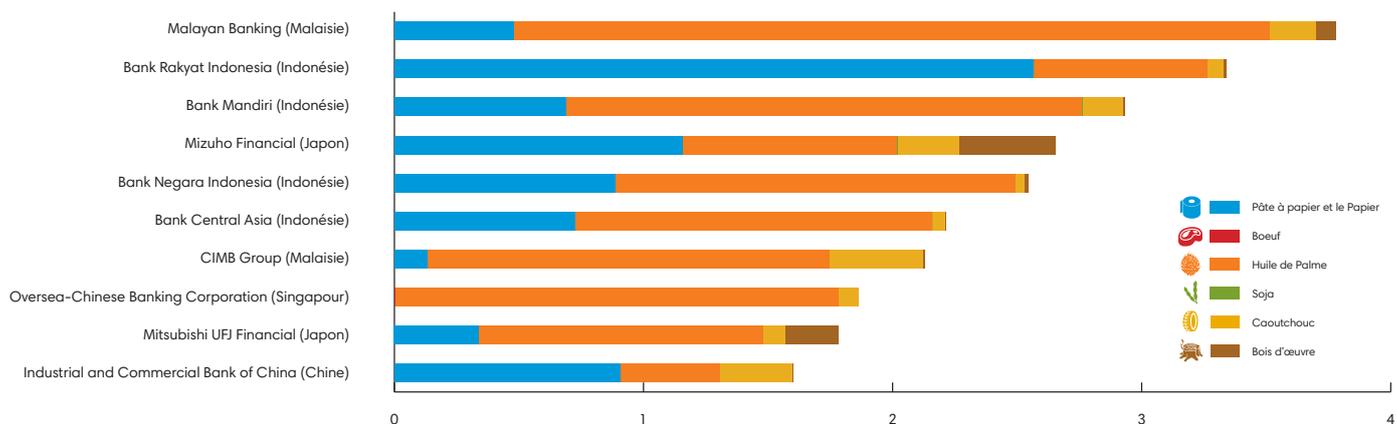
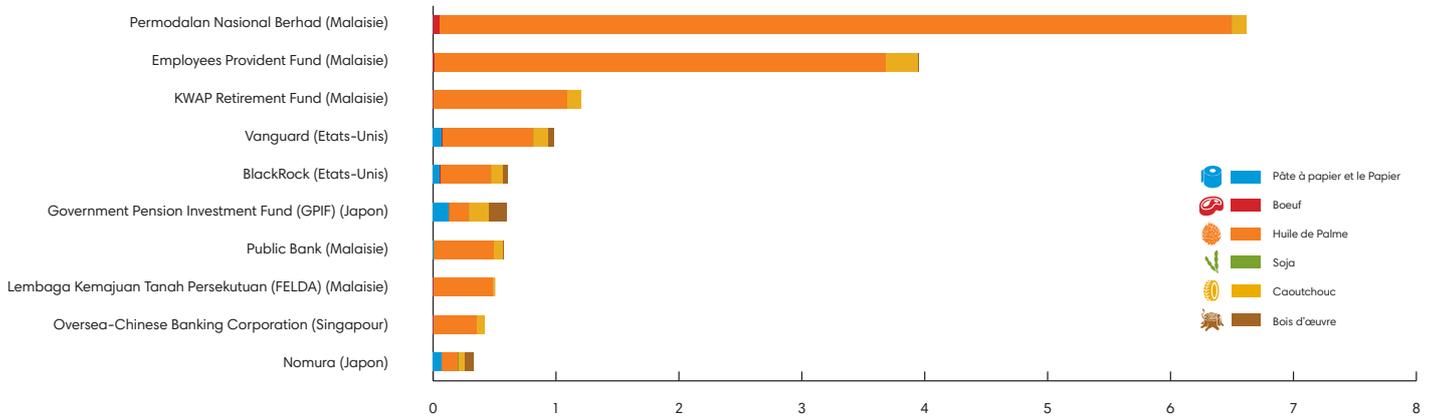




FIGURE 8: Top 10 des investisseurs par secteur d'activité, en Asie du Sud-Est, en 2020 (avril) (milliards de dollars)



▶ **82% des investissements ont été effectués dans le secteur de l'huile de palme**



VUE D'ENSEMBLE PAR BASSIN: l'Afrique de l'Ouest et Centrale

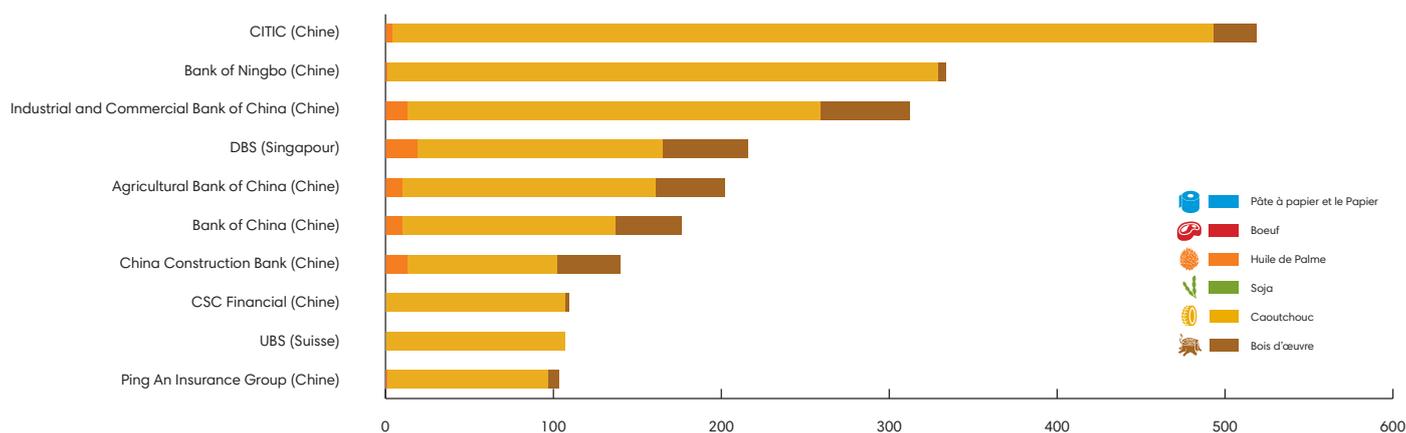
PHOTO: banjongseal324 / SHUTTERSTOCK

Financement des Secteurs d'activité Exposés au Risque de Déforestation en Afrique de l'Ouest

Pays d'activité des entreprises: Cameroun, Congo, Gabon, Nigeria, Liberia, République démocratique du Congo, Sierra Leone, Côte d'Ivoire, et Ghana)

► The largest recipients of credit in Central and West Africa were Rubber giant Sinochem (USD 2.7 billion), Olam (USD 0.6 billion) and COFCO (USD 0.5 billion)

FIGURE 9: Top 10 des créanciers par secteur d'activité, en Afrique de l'Ouest et Centrale, entre 2016 et 2020 (avril) (million de dollars)



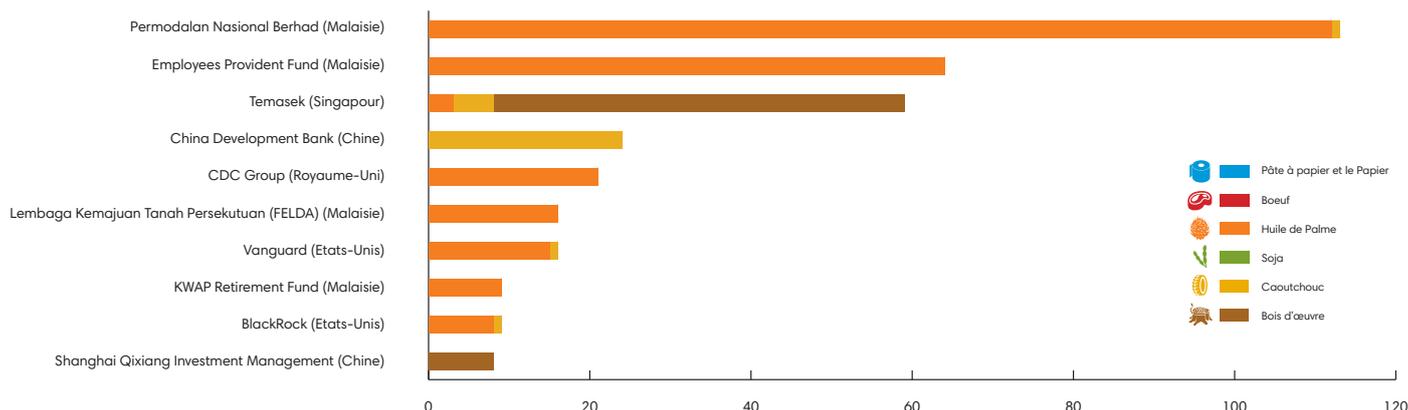
Avec 2,8 milliards de dollars,



le caoutchouc est le premier secteur bénéficiaire de crédit.

En Afrique de l'Ouest et Centrale, les géants de l'industrie du caoutchouc Sinochem (2,7 milliards de dollars), Olam (0,6 milliards de dollars) et COFCO (0,5 milliards de dollars) ont été les premiers bénéficiaires de crédit.

FIGURE 10: Top 10 des investisseurs par secteur d'activité, en Afrique de l'Ouest et Centrale, en 2020 (avril) (million de dollars)



L'importance de la Finance

Le monde de la finance a un rôle déterminant à jouer pour soutenir la transition mondiale vers une économie durable, responsable et stable.

Un système financier durable doit respecter les droits de chaque individu et les limites écologiques de la planète tout en répondant aux besoins économiques des générations actuelles et futures. Cela étant dit, ces recherches montrent que le système financier actuel continue de travailler contre des agendas de politique publique ambitieux aux niveaux national, régional et mondial. Ces agendas visent à mettre un terme à la destruction des forêts tropicales, protéger les populations vulnérables, promouvoir le développement durable et lutter contre les changements climatiques dans le monde entier.

Recommandations

Les activités des secteurs de production de marchandises exposés au risque de déforestation ont des conséquences sociales et environnementales dévastatrices. Pour changer cette tendance, les banques et les investisseurs doivent respecter des normes ESG ambitieuses et un système de diligence raisonnable rigoureux pour choisir leurs partenaires. De plus, davantage d'institutions financières doivent agir plus rapidement, dans davantage de régions. Elles doivent également adopter des normes ESG plus ambitieuses que celles qui ont été adoptées jusqu'à présent. La réglementation du secteur financier a également un rôle essentiel à jouer dans l'efficacité et l'élaboration de cet agenda, notamment pour garantir que l'économie contribue à la réalisation des objectifs de politique publique.

Les organismes de réglementation du secteur financier de toutes les grandes places financières doivent:

- » Develop stronger financial sector regulatory oversight and compliance mechanisms in support of environmental and social public policy objectives;
- » Renforcer les mécanismes de contrôle réglementaire et de conformité du secteur financier afin de soutenir les objectifs de politique publique en matière environnementale et sociale;
- » Contraindre les institutions financières à adopter et publier des politiques rigoureuses pour le respect de critères ESG, à améliorer leurs procédures de diligence raisonnable, et à publier les impacts de leurs financements, en fournissant des instructions spécifiques pour les secteurs présentant des risques ESG élevés, parmi lesquels les secteurs exposés au risque de déforestation;
- » Renforcer les obligations des institutions financières d'identifier toute transaction financière soupçonnée d'être en lien avec un cas de corruption dans un secteur exposés au risque de déforestation et d'alerter les organismes de réglementation dans une démarche active;
- » Mettre en place un mécanisme fiable et transparent de suivi et d'investigation pour traiter les problèmes de conformité avec les normes ESG en cas de dénonciation à l'encontre d'une institution financière;
- » Contraindre les institutions financières à publier chaque année les informations recommandées par le cadre de divulgation des informations du secteur des services financiers (G4) de la Global Reporting Initiative (GRI) et l'Équipe spéciale sur les informations financières ayant trait au climat, notamment concernant les émissions liées à l'utilisation des terres résultant de financement de ces institutions;
- » Prévoir des sanctions et des amendes pour les institutions financières et les membres de leurs conseils d'administration en cas de non-respect des réglementations et obligations ci-dessus.

Concernant ce Projet

Forestsandfinance.org est le fruit de recherches menées par une coalition d'organisations militantes et de recherche, parmi lesquelles le Rainforest Action Network, TuK-Indonesia, Profundo, Amazon Watch, Repórter Brasil and BankTrack. Ensemble, ces organisations cherchent à renforcer la transparence, les politiques et le fonctionnement du secteur financier pour éviter que les institutions financières ne financent les atteintes aux droits des individus et les dégradations de l'environnement, malheureusement récurrentes dans les activités de nombre de leurs clients de secteurs d'activité exposés au risque de déforestation. Le contenu de ce site est mis à jour régulièrement. Rendez-vous sur forestsandfinance.org pour plus d'informations sur ce projet, les sources des données et la méthodologie de recherche.

Les banques et les investisseurs doivent:

- » Adopter, publier et mettre en place des politiques et des normes ESG applicables à l'ensemble des services financiers fournis aux producteurs ou acteurs de la chaîne d'approvisionnement de secteurs producteurs de marchandises exposés au risque de déforestation, et exiger le respect de ces politiques et normes au niveau de l'ensemble du groupe de leurs clients. Les politiques doivent : inclure des critères zéro déforestation, zéro destruction des tourbières et zéro exploitation (NDPE), des interdictions d'utiliser le feu pour défricher des terres, des obligations de légalité de l'ensemble des activités et de l'approvisionnement, des procédures permettant de garantir le consentement libre, préalable et éclairé pour les projets ayant des conséquences sur les droits autochtones et coutumiers à la terre des populations locales, une obligation de respect des conventions et normes internationales de l'Organisation internationale du travail et en matière de droits humains, des mesures anticorruption et contre la fraude fiscale, et des mécanismes de surveillance, de vérification et de résolution de conflits;
- » Prévoir une tolérance zéro au sein des portefeuilles de financement dans le but de prévenir la violence, la criminalité, l'intimidation, les violations des droits humains et à la terre, et la mort de défenseurs de l'environnement;
- » Garantir la mise en place de procédures et d'obligations de diligence raisonnable en matière d'impact environnemental et social dans tous les secteurs d'activité, en exigeant la mise à disposition du personnel et des moyens adéquats et en encourageant leur respect;
- » Prévoir l'intégration de clauses de sauvegarde environnementale et sociale dans les accords de financement;
- » Collaborer avec les sociétés des chaînes de valeur de la production de marchandises exposées au risque de déforestation afin d'encourager l'amélioration de la transparence, le contrôle par des organismes indépendants, la traçabilité de la chaîne d'approvisionnement, l'adoption de pratiques de production durables, et la réparation des préjudices sociaux et environnementaux causés par leurs activités;
- » Déterminer et divulguer l'impact des services financiers sur les forêts, les tourbières et les droits des populations et communautés autochtones touchées par l'exploitation forestière et le développement de l'agriculture industrielle;
- » publier chaque année les informations recommandées par le cadre de divulgation des informations du secteur des services financiers (G4) de la Global Reporting Initiative (GRI) et l'Équipe spéciale sur les informations financières ayant trait au climat, notamment concernant les émissions résultant de l'utilisation des terres liée aux financements;
- » Soutenir la mise en place d'une réglementation harmonisée du secteur financier qui viserait à réparer les préjudices causés par le financement de secteurs d'activité exposés au risque de déforestation, tel que décrit plus haut.

PUBLICATION DATE: SEPTEMBRE, 2020